

## France/Politique

## Nouvelle-Calédonie : un référendum, et après ?

AFP

Nouméa/France

La forte percée des indépendantistes lors du référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie, qui a vu la victoire des partisans du maintien dans la France de l'archipel du Pacifique, rebat en partie les cartes, notamment dans l'optique d'un deuxième référendum. Voici les conséquences politiques et les principaux enseignements qu'on peut tirer de ce scrutin historique :

#### • QUE VA-T-IL SE PASSER DANS LES MOIS QUI VIENNENT ?

A la mi-décembre, le Premier ministre Edouard Philippe réunira à Paris un comité des signataires de l'accord de Nouméa "pour tirer collectivement les conclusions du référendum".

Cinq mois plus tard, en mai 2019 vont se tenir des élections provinciales en Nouvelle-Calédonie, qui renouvelleront les élus des trois provinces (Sud, Nord, Iles) ainsi que ceux du Congrès, qui élit le gouvernement collégial.

D'ici ces élections, il y a peu de chance que les discussions sur l'avenir institutionnel avancent.

Actuellement, les indépendantistes disposent de 25 élus sur 54 au Congrès.



Le Premier ministre Edouard Philippe, qui était hier à Nouméa, doit réunir à la mi-décembre à Paris les signataires de l'accord de 1998, "pour tirer collectivement les conclusions du référendum."

Photo : AFP

Pour demander l'organisation d'un deuxième ou d'un troisième référendum, il est nécessaire, selon l'accord de Nouméa signé en 1998, de réunir un tiers des élus du Congrès, soit 18 élus. Depuis dimanche, les dirigeants du FLNKS (indépendantistes) répètent qu'ils ont l'intention "d'aller jusqu'au bout du processus de décolonisation" prévu par l'accord. Si tel était le cas, ces scrutins pourraient avoir lieu d'ici 2022.

#### • UNE TRÈS FORTE PARTICIPATION :

Avec un taux de 80,63 % de votants, le référendum atteint un taux de participation jamais vu dans l'archipel, supérieur à celui enregistré en novembre 1998 lors du référendum

pour ratifier l'accord de Nouméa (74,23%). Cette mobilisation marque l'échec du parti Travailleurs (indépendantiste) qui avait appelé à s'abstenir à ce qu'il avait qualifié de "farce". A Ouvéa, île encore meurtrie par la prise d'otages et l'assaut sanglant de la grotte en 1988, où le parti est bien implanté, le taux de participation est l'un des plus faibles de tout le territoire, avec 59,40 % des votants.

#### • LA MOBILISATION EXCEPTIONNELLE DES KANAK :

Alors que durant la campagne, les indépendantistes eux-mêmes craignaient une forte abstention dans leurs rangs à l'aune de ce qui avait été observé lors des précédents scrutins

(environ 40%), c'est au contraire "la forte mobilisation des communes kanak indépendantistes qui a réduit l'écart", estime Pierre-Christophe Pantz, docteur en géopolitique.

Selon Patrick Jean, ancien professeur de droit spécialiste de l'accord de Nouméa, "il s'agit d'un vote communautaire chez les Kanak et en face il y a tous les non Kanak", c'est-à-dire les Calédoniens d'origine européenne, asiatique, wallisienne ou tahitienne.

Selon les chiffres officiels, la liste électorale spéciale pour la consultation (LESC) comptait un minimum de 46% de Kanak. Avec 43,6% des suffrages, le peuple autochtone de Nouvelle-Calédonie a presque entièrement voté pour l'indépendance.

## A travers le monde

#### • Bosnie/Enquête. Saisie de dizaines de fusils et d'explosifs

Des dizaines de fusils et de grenades, des explosifs et un lance-roquette ont été saisis hier en Bosnie dans le cadre d'une opération contre le trafic international d'armes, a annoncé la police.

#### • Hongrie/Migrations. Budapest lance une campagne pro-famille et attaque l'UE

Budapest a lancé hier une nouvelle "consultation nationale" sur le thème de la politique familiale, tout en accusant l'UE de vouloir résoudre les problèmes démographiques en ayant recours à l'immigration.

#### • Pakistan/Politique. Le Premier ministre dans la tourmente



Photo : AFP / L'Union

Le Premier ministre Imran Khan est rentré hier au Pakistan, où son gouvernement est fortement critiqué pour avoir passé un accord avec les islamistes ayant paralysé le pays après l'acquittement de la chrétienne Asia Bibi.

#### • Roumanie/Justice. Décès en prison du commandant de "l'enfer du silence" communiste

Un ancien chef de prison communiste, Alexandru Visinescu, premier Roumain condamné à 20 ans de réclusion pour "crimes contre l'humanité", est mort derrière les barreaux lundi à l'âge de 93 ans, a annoncé l'administration pénitentiaire.

#### • Syrie/Conflit. Des plaintes à l'étranger contre le régime

Le régime syrien dont trois hauts responsables accusés d'exactions sont visés pour la première fois en France par des mandats d'arrêt internationaux, fait l'objet de plusieurs enquêtes en Europe.

#### • Turquie/Enquête. Khashoggi : deux "nettoyeurs" envoyés pour effacer les preuves

Deux "nettoyeurs" se sont rendus d'Arabie saoudite en Turquie pour "effacer" les preuves du meurtre du journaliste Jamal Khashoggi dans le consulat de son pays à Istanbul le mois dernier, a affirmé hier un haut responsable turc.

## Algérie-Italie/Diplomatie

## Le président du Conseil italien à Alger avant une conférence sur la Libye

AFP

Alger/Algérie

Ce rendez-vous devrait se tenir à Palerme (Sicile) les 12 et 13 novembre.

LE président du Conseil italien, Giuseppe Conte, en visite hier à Alger, a reçu une réponse favorable de l'Algérie, invitée à participer à la prochaine conférence organisée en Italie sur la Libye.

L'Algérie, qui partage un millier de km de frontières avec son voisin libyen, "sera présente" à la conférence internationale sur ce pays, prévue à Palerme (Sicile) les 12 et 13 novembre, a annoncé le Premier ministre algérien Ahmed Ouyahia, à l'issue de ses entretiens avec M. Conte. Alger "va œuvrer à la réussite" de cette rencontre, a-t-il souligné lors d'une conférence de presse commune avec M. Conte, qui effectuait un déplacement

d'une journée à Alger.

Le chef du gouvernement italien a salué cette annonce, soulignant que l'Algérie est "pleinement impliquée" dans le processus en cours en Libye, en proie au chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en octobre 2011.

"Il est important que l'Algérie participe à ce processus et le soutienne", a souligné M. Conte qui a reçu à Rome le 29 octobre le maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'Est libyen, et s'est rendu vendredi en Tunisie, voisine de l'Algérie et de la Libye.

Au cours de leurs discussions, MM. Conte et Ouyahia ont aussi évoqué le rapatriement d'Algériens arrivant illégalement sur l'île italienne de Sardaigne, à environ 300 km des côtes algériennes.

"Toute personne dont nous confirmons la nationalité algérienne, nous la rapatrierons", a promis M. Ouyahia, tandis que M.



Le chef du gouvernement italien Giuseppe Conte (à droite) accueilli par son homologue algérien Ahmed Ouyahia qui lui a annoncé la participation d'Alger à la conférence sur la Libye.

Conte a dit espérer une "coopération" avec Alger en matière de migrations. Le ministère italien de l'Intérieur a enregistré 1 099 arrivées d'Algériens depuis le 1er janvier.

#### ROME, PREMIER CLIENT DE L'ALGERIE

L'Italie est "prête à contribuer à la stratégie algérienne de diversification de son économie", très dépendante des hydrocarbures (60% des recettes budgétaires et

95% des recettes en devises), a également fait savoir M. Conte.

Rome est le premier client de l'Algérie : près de 16% d'exportations algériennes en 2017 étaient destinées à l'Italie, pour plus de 5,5 milliards de dollars, surtout du gaz.

L'Italie est, derrière la France et la Chine, le 3e fournisseur en valeur de l'Algérie qui a importé pour plus de 3,7 milliards de biens et services italiens

(plus de 8% de ses importations en valeur) en 2017, selon les douanes algériennes.

Ces chiffres sont restés à peu près constants sur les huit premiers mois de 2018.

Le groupe pétrolier italien Eni est aussi présent depuis 1981 en Algérie, où il se présente comme le premier partenaire du géant algérien des hydrocarbures Sonatrach dans les domaines pétroliers et gaziers.

Il gère avec Sonatrach le gazoduc TransMed qui relie l'Algérie à l'Italie, par la Tunisie.

Fin octobre, Eni a acheté à Sonatrach 49% des parts dans trois champs du gisement de Berkine, dans l'est de l'Algérie et a signé avec Sonatrach un accord portant - conjointement avec le français Total - sur l'évaluation de potentielles ressources pétrolières offshore dans les eaux algériennes, jusqu'ici inexplorées.